

1 - Actualité nationale et internationale

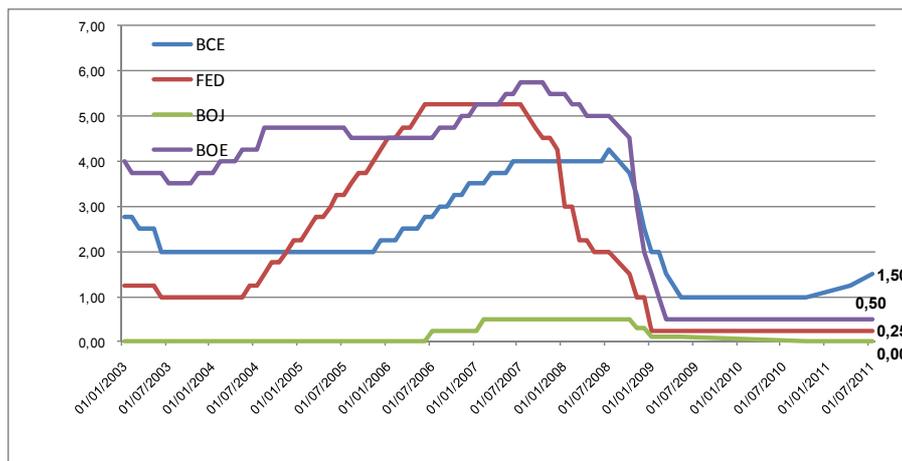
Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 4 août 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés à respectivement 1,50 %, 2,25 % et 0,75%.

Le Président de la BCE observe que *«les données économiques récentes font état d'un ralentissement du rythme de la croissance économique au cours des derniers mois, après un taux de croissance soutenu au premier trimestre. La croissance devrait rester modérée au cours des prochains mois. Toutefois, l'incertitude est particulièrement élevée»*.

Le Président de la BCE a également annoncé qu'en raison du regain de tensions sur certains marchés financiers de la zone euro, le Conseil des gouverneurs a décidé le lancement d'une opération supplémentaire de refinancement à plus long terme, d'une durée de six mois environ.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 720 400 fin juin 2011, soit une hausse de 1,3 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 33 600 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 1,5 % (- 0,8 % pour les hommes et + 4,1 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 13 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en juin 2011, stable par rapport à mai. Il était de 10,2 % en juin 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,4 % en juin 2011. Il était de 9,7 % en juin 2010.

Inflation

Stabilité des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en juin 2011 ; sur un an, il croît de 2,1 %. L'inflation sous-jacente en France s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,5 % en juillet 2011, contre 2,7 % en juin.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 12 juillet 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a abaissé à 0,4 % contre 0,6 % sa prévision de croissance pour l'année budgétaire 2011-2012 en raison des dégâts causés par le séisme et le tsunami. En juin 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 3,9 % par rapport à mai. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont augmenté de 0,4 % en juin sur un an après 0,6 % en mai. Les dépenses de consommation des ménages ont chuté de 4,2 % en juin en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,6 % contre 4,5 % en mai. En juin 2011, les exportations ont baissé de 1,6 %, les importations ont augmenté de 9,8 % en glissement annuel et l'excédent de la balance commerciale s'élève à 630 millions d'euros.

Le 4 août 2011, les autorités japonaises sont intervenues de manière unilatérale sur le marché de changes pour enrayer l'envolée du yen préjudiciable à la reprise économique.

Poussée inflationniste en Chine

Le PIB chinois a progressé de 9,5 % au deuxième trimestre 2011 en base annuelle, en baisse de 0,2 % par rapport au premier trimestre. La production industrielle chinoise a augmenté de 14,3 % au premier semestre 2011 en base annuelle. L'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 6,4 % sur un an en juin contre 5,5 % en mai. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 17,9 % et de 19,3 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 22,27 milliards de dollars au mois de juin.

Actualité bancaire

Livret A

A compter du 1^{er} août 2011, le taux du Livret A est passé à 2,25 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- Livrets de développement durable : 2,25 %,
- Comptes sur livret d'épargne populaire : 2,75 %,
- Comptes d'épargne logement hors prime d'Etat : 1,5 %

Epargne logement

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2011-592 du 27 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne-logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie a été déposé à la Présidence du Sénat le 27 juillet 2011. Le texte n° 777 est disponible sur : <http://www.senat.fr>

Publication au Journal Officiel de la République

Nouvelle-Calédonie

La loi visant à lutter contre l'instabilité politique en Nouvelle-Calédonie : la loi organique n° 2011-870 du 25 juillet 2011 modifiant la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie a été publiée au Journal Officiel de la République du 26 juillet 2011, après décision favorable du Conseil Constitutionnel du 12 juillet 2011.

Polynésie française

La loi organique n° 2011-918 du 1^{er} août 2011 relative au fonctionnement des institutions de la Polynésie française a été publiée au Journal Officiel de la République du 3 août 2011, après décision favorable du Conseil Constitutionnel du 28 juillet 2011.

Publications IEOM

1 – Panorama de la Nouvelle-Calédonie, note expresse n° 40, dans la série « Eclairage »

2 – La construction et le marché immobilier de Nouvelle-Calédonie en 2010, note expresse n° 41 dans la série « Portrait »

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.ieom.fr)

Autres publications

1 – Conseil économique, social et environnemental

Le rapport présenté par Patrick Galenon est disponible en téléchargement sur :

<http://www.lecese.fr/index.php/rapports-et-avis/les-energies-renouvelables-outr-mer>

2 – Médiation du crédit aux entreprises

Le guide pédagogique réalisé par la Médiation du crédit aux entreprises avec les Tiers Confiance est disponible en téléchargement sur :

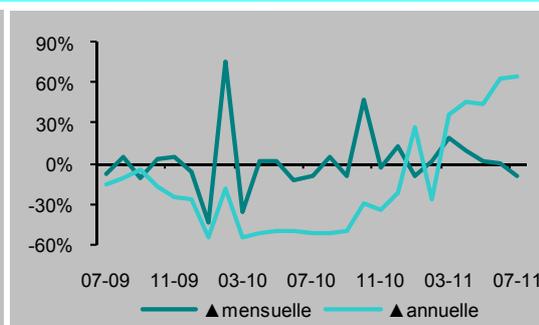
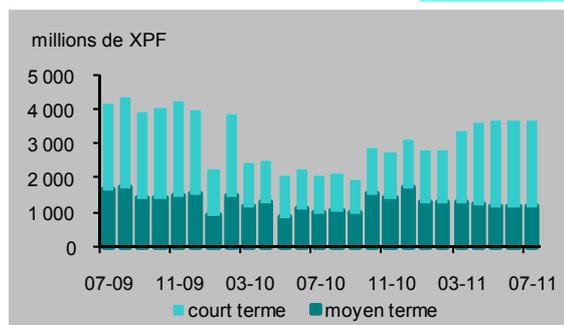
<http://www.mediateurducredit.fr/site/actualites/Guide-de-financement-des-TPE>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Sixième mois consécutif de baisse pour le refinancement à moyen terme

en millions de F CFP	juil-10	juin-11	juil-11	/mois	/an
Utilisations à court terme	1 057	2 459	2 211	-10,1%	109,2%
Utilisations à moyen terme	931	1 131	1 041	-7,9%	11,8%
Refinancement total	1 989	3 590	3 253	-9,4%	63,6%



Cotation

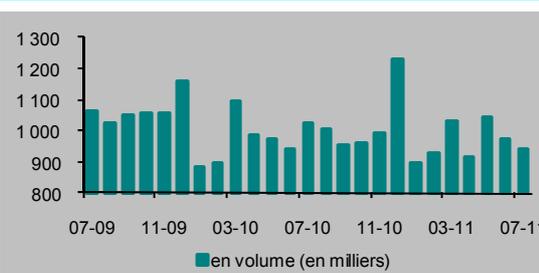
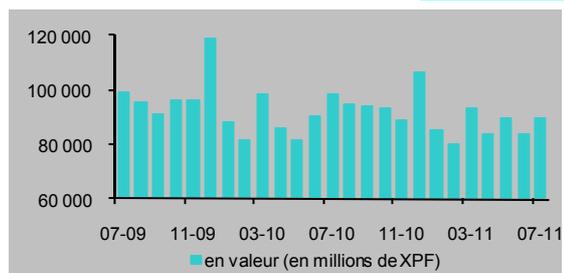
Poursuite de la baisse du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	juil-10	juin-11	juil-11	/mois	/an
Entreprises cotées :	5 936	6 842	6 878	0,5%	15,9%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	<i>1 493</i>	<i>1 328</i>	<i>1 396</i>	<i>5,1%</i>	<i>-6,5%</i>
Entreprises éligibles au refinancement EOM	1 677	1 582	1 500	-5,2%	-10,6%

Compensation

Repli des valeurs échangées sur l'année

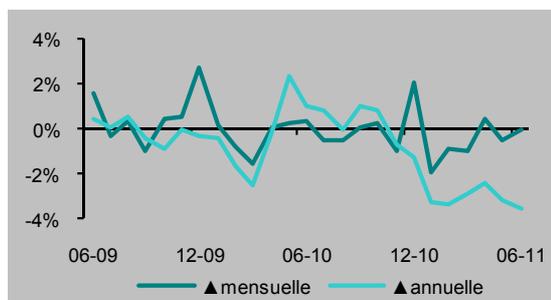
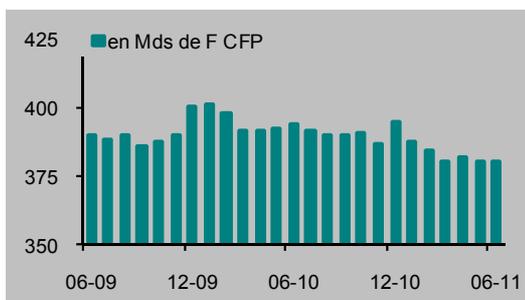
	juin-11	juil-11	/mois	Cumul 2011	cumul/an
Nombre	972 772	942 979	-3,1%	6 723 774	-1,0%
Montant (millions de F CFP)	83 762	89 685	7,1%	605 446	-3,0%



Masse monétaire

M3 stable sur le mois, en repli sur l'année

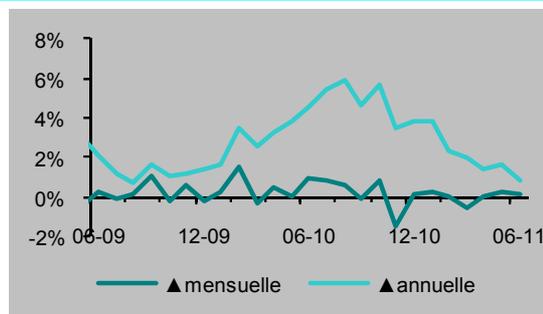
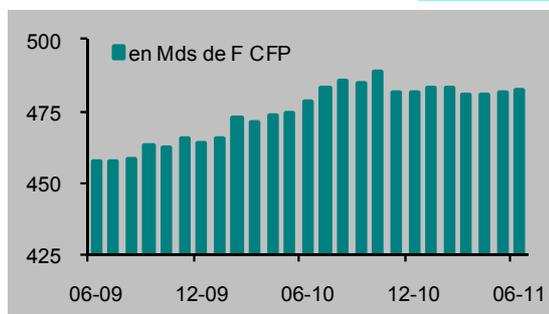
en millions de F CFP	juin-10	mai-11	juin-11	/mois	/an
Circulation fiduciaire	14 569	14 477	14 685	1,4%	0,8%
Dépôts à vue	156 113	145 404	147 682	1,6%	-5,4%
Comptes sur livrets	110 184	105 759	104 685	-1,0%	-5,0%
Comptes d'épargne logement	224	302	305	0,9%	36,1%
Dépôts à terme	108 229	110 028	109 714	-0,3%	1,4%
Autres	4 368	3 897	2 817	-27,7%	-35,5%
Total M3	393 687	379 868	379 888	0,0%	-3,5%



Concours des banques locales à l'économie

Baisse sensible des créances douteuses brutes en juin

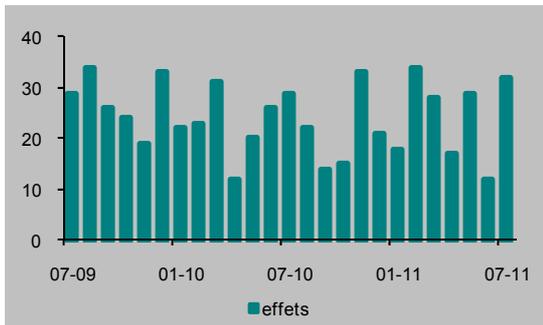
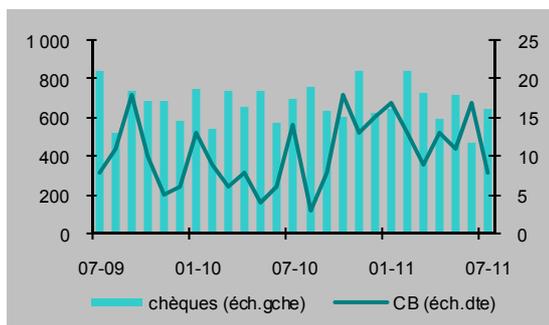
en millions de FCFP	juin-10	mai-11	juin-11	/mois	/an
Crédits de trésorerie	137 598	132 545	134 751	1,7%	-2,1%
Crédits d'équipement	63 076	62 597	62 340	-0,4%	-1,2%
Crédits à l'habitat	153 791	156 090	156 380	0,2%	1,7%
Autres crédits	79 882	73 808	74 936	1,5%	-6,2%
Créances dout. brutes	44 183	56 891	54 120	-4,9%	22,5%
Total CCB	478 530	481 931	482 527	0,1%	0,8%



Incidents de paiement

Repli du nombre d'incidents de paiement sur l'année

en nombre	juil-10	juin-11	juil-11	/mois	/an
Incidents de paiements :	743	502	690	37,5%	-7,1%
- sur chèques	700	473	650	37,4%	-7,1%
- sur effets	29	12	32	166,7%	10,3%
- retraits de cartes bancaires	14	17	8	-52,9%	-42,9%



Interdits bancaires

Nombre de personnes en situation d'interdit bancaire stable sur le mois, en baisse en rythme annuel

en nombre	juin-10	juin-11	juil-11	/mois	/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 928	3 597	3 597	0,0%	-8,4%
- dont personnes physiques	3 480	3 176	3 168	-0,3%	-9,0%
- dont personnes morales	448	421	429	1,9%	-4,2%

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Dépenses de l'Etat en 2010

En 2010, les dépenses budgétaires directes de l'Etat et des établissements publics nationaux se sont établies à 178,9 milliards de F CFP, en augmentation de 1,9 % par rapport à 2009. Si les dépenses consacrées au développement économique de la Polynésie française, provenant pour l'essentiel de la dotation globale de développement économique (DGDE) et de l'ex-fonds pour la reconversion économique de la Polynésie (FREPF), ont augmenté de 2,4 % (30,2 milliards de F CFP en 2010), d'autres postes ont en revanche enregistré une baisse : l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation, la recherche (66,3 milliards de F CFP, soit - 0,3 %), les pensions civiles et militaires (36 milliards, - 0,7 %), la justice, la défense et la sécurité (33,3 milliards, - 0,5 %).

Signature de la convention annuelle 2011 du 3- instrument financier relatif aux projets d'investissements de la Polynésie française

A l'issue du comité de pilotage qui s'est tenue le 26 juillet dans le cadre de la réforme de la DGDE, l'Etat et le Pays ont signé la convention annuelle fixant le concours financier de l'Etat aux projets d'investissement de la Polynésie française pour l'année 2011. 50 opérations ont été retenues, représentant un coût global d'investissement de 8,42 milliards de F CFP. La signature de la convention doit permettre le lancement rapide de nombreux chantiers.

Desserte aérienne

Restructuration de la flotte de Air Tahiti Nui

Lors de sa séance du 13 juillet, le conseil d'administration d'Air Tahiti Nui (ATN) a validé les grandes orientations pour la flotte de la compagnie pendant les prochaines années. ATN n'ayant besoin aujourd'hui que de quatre de ses cinq Airbus A340, elle va en remettre un sur le marché pour une vente ou une location longue durée. Le dimensionnement de la flotte à quatre appareils, associé à la réduction du loyer de l'un de ses Airbus, permettront de baisser significativement les coûts de la flotte.

Par ailleurs, Air Tahiti Nui va rénover les cabines de ses A340 en opérant un changement des sièges et du système audio/vidéo afin de proposer en 2013 à sa clientèle un nouveau produit répondant aux standards des compagnies internationales long courrier. La capacité en classe affaires sera augmentée avec 32 nouveaux sièges de type coque inclinables à 160°. La capacité en classe économique restera pour sa part inchangée avec 264 sièges.

Prix

Hausse des tarifs des hydrocarbures à compter du 1^{er} août

Le Conseil des Ministres a décidé une revalorisation des tarifs des hydrocarbures afin de tenir compte de la forte appréciation du cours du pétrole au cours des derniers mois ainsi que de l'aggravation du déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures, estimé à 1,2 milliard de F CFP à fin juillet 2011. A compter du 1^{er} août, les prix de vente du litre d'essence à la pompe et de gazole ont été relevés respectivement de 7 F CFP et de 8 F CFP, portant leur prix à 167 F CFP et 155 F CFP le litre.

Tourisme

Ouverture du Maitai Lapita Village

Un nouvel établissement hôtelier a ouvert ses portes sur l'île de Huahine (Iles sous le Vent). Le Maitai Lapita Village, dont l'offre est composée de 32 bungalows, est une réalisation du groupe Pacific Beachcomber. Ce groupe hôtelier, qui existe depuis plus de 25 ans, propose un total de 670 chambres dans six hôtels en Polynésie et possède également le paquebot Paul Gauguin.

Réforme de la loi électorale

La nouvelle loi organique publiée au Journal officiel de la République française

La loi organique relative au fonctionnement des institutions de la Polynésie française, laquelle prévoit notamment une réforme électorale, a été publiée le mercredi 3 août au Journal officiel de la République française, à Paris.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : économie

Le dollar néo-zélandais atteint son plus haut niveau depuis 26 ans.

Depuis sa dérégulation en mars 1985, le dollar néo-zélandais a atteint son plus haut niveau début août, dépassant la barre de 0,83 dollar américain. Le renchérissement du kiwi s'appuie sur la reprise de la croissance économique, soutenue par la vigueur des échanges commerciaux, en raison d'une forte demande des produits agricoles néo-zélandais sur les marchés internationaux. Dans ce contexte de monnaie forte, les exportations néo-zélandaises deviennent plus chères, ce qui devrait peser à terme sur les performances des sociétés exportatrices.

La hausse du kiwi s'explique aussi en partie par la faiblesse du dollar américain, qui se déprécie à mesure que la Réserve fédérale injecte des liquidités et alors que la relance de l'économie américaine s'avère moins rapide que prévue. Au lendemain de l'annonce de la Réserve Fédérale de maintenir ses taux directeurs à un niveau proche de zéro jusqu'à mi-2013, le taux de change dollar américain /dollar néo-zélandais s'établissait à 0,8361.

Australie : politique monétaire

La RBA maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 2 août 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé de maintenir son taux directeur inchangé, à 4,75%. Si la banque centrale australienne a envisagé un relèvement au vu des pressions inflationnistes, elle a finalement tranché en faveur du statu quo monétaire en raison des incertitudes qui pèsent sur la croissance mondiale.

La RBA a justifié sa décision par une consommation morose, une faible croissance du crédit, conjugué à un dollar australien fort. Le taux d'inflation est estimé à 3,6 % en rythme annualisé, soit un niveau supérieur à l'objectif de long terme de la banque centrale qui souhaite le contenir entre 2 % et 3 %.

Les indicateurs de référence

		date	m -12	m -1	m	/mois	/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		juin.11	103,1	105,2	105,6	0,4%	2,5%
Indice de l'emplois salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		mai.11	122,5	119,0	118,8	-0,2%	-3,0%
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F)</i>	juin.11	1 187	1 636	1 668	2,0%	40,5%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	juin.11	12 349	13 712	12 224	-10,8%	-1,0%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		juin.11	2 012	2 079	1 783	-14,2%	-11,4%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		avr.11	134	94	112	19,1%	-16,4%
	<i>Camions</i>	mai.11	12	4	9	125,0%	-25,0%
	<i>Camionnettes</i>	mai.11	122	90	103	14,4%	-15,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		juil. 11	448	421	429	1,9%	-4,2%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		juin 11	2 119	2 313	2 004	-13,3%	-5,4%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		juin 11	2 833	3 057	2 741	-10,3%	-3,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		juin.11	290	210	278	32,4%	-4,1%
Personnes physiques en interdiction bancaire		juil.11	3 480	3 176	3 168	-0,3%	-9,0%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		juin.11	809	389	510	31,1%	-37,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		juin.11	71	58	86	49,6%	21,8%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		juin.11	89	116	102	-11,8%	14,4%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		juin.11	67	212	136	-35,8%	102,2%
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)		juin.11	15	19	6	-67,3%	-58,2%
Exportations de nonien purée et en jus (en M F CFP)		juin.11	57	68	65	-3,6%	14,7%
Tourisme							
Trafic aérien (nb)		juin 11	39 000	38 683	43 518	12,5%	11,6%
Nombre de touristes		mai.11	11 525	12 458	12 838	3,1%	11,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		juil. 11	67,5%	59,2%	63,4%	4,2 pts	- 4,1 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	juin.11	58 334	57 178	58 733	2,7%	0,7%
	<i>Comptes sur livret</i>	juin.11	103 434	99 851	98 887	-1,0%	-4,4%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin.11	54 875	56 580	56 320	-0,5%	2,6%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	juin.11	78 285	75 475	76 589	1,5%	-2,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin.11	42 746	41 031	42 387	3,3%	-0,8%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin.11	86 439	80 157	81 272	1,4%	-6,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	juin.11	131 118	132 822	134 775	1,5%	2,8%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin.11	52 972	50 632	51 844	2,4%	-2,1%
	<i>Crédits d'équipement</i>	juin.11	54 015	53 719	53 291	-0,8%	-1,3%
Créances douteuses							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	juin.11	44 390	56 838	54 003	-5,0%	21,7%
<i>(source : IEOM)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
taux de la facilité de dépôt	0,75%		13/07/2011						
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,50%		13/07/2011						
taux de la facilité de prêt marginal	2,25%		13/07/2011						
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte						
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%						
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	6,00% à 6,45% (Taux SGFGAS à partir du 01/06/2011)						
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%							
taux de la facilité de prêt marginal	13/07/2011	2,25%							
taux de l'escompte de chèques	13/07/2011	2,25%							
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois									
	29/07/2011	30/06/2011	Var. M -1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire		taux	date d'effet
EONIA	0,9720%	1,7150%	- 0,743 pt	0,8170%	+ 0,155 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,4330%	1,3250%	+ 0,108 pt	0,7820%	+ 0,651 pt	banques locales		7,10%	01/07/2009
EURIBOR 3 mois	1,6090%	1,5470%	+ 0,062 pt	1,0060%	+ 0,603 pt	taux d'intérêt légal		JO RF	
EURIBOR 6 mois	1,8210%	1,7880%	+ 0,033 pt	1,2270%	+ 0,594 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	2,1780%	2,1620%	+ 0,016 pt	1,5070%	+ 0,671 pt	année 2010		0,65%	11/02/2010
taux d'intérêt en moyenne mensuelle									
	29/07/2011	30/06/2011	Var. M -1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions			
TEMPE	1,0033%	1,1330%	- 0,161 pt	0,4902%	+ 0,482 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average			
EURIBOR 1 mois	1,4190%	1,2780%	+ 0,141 pt	0,8110%	+ 0,608 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA			
EURIBOR 3 mois	1,5970%	1,4870%	+ 0,110 pt	1,0220%	+ 0,575 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
EURIBOR 6 mois	1,8180%	1,7480%	+ 0,070 pt	1,2510%	+ 0,567 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)			
EURIBOR 12 mois	2,1830%	2,1440%	+ 0,039 pt	1,5260%	+ 0,657 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)			
TMO	3,5900%	3,6500%	- 0,060 pt	3,5900%	+ 0,000 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TME	3,3900%	3,4500%	- 0,060 pt	3,3900%	+ 0,000 pt				
TRBOSP	3,4500%	3,6400%	- 0,190 pt	3,6500%	- 0,200 pt				
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	29/07/2011	30/06/2011	31/12/2010	29/07/2011	30/06/2011	31/12/2010	29/07/2011	30/06/2011	31/12/2010
taux JJ	0,130%	0,130%	0,230%	0,210%	0,210%	0,080%	0,640%	0,490%	0,490%
3 mois	0,500%	0,400%	0,476%	0,350%	0,310%	0,110%	1,050%	0,820%	0,820%
10 ans emprunts phares	2,870%	3,210%	3,310%	1,090%	1,140%	1,120%	2,870%	3,380%	3,400%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2011)									
Prêts aux particuliers		seuil de l'usure		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF		17,49%			
Prêts immobiliers		seuil de l'usure		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		9,34%			
Prêts à taux fixe		5,97%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		9,13%			
Prêts à taux variable		5,33%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable		5,29%			
Prêts-relais		6,07%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe		6,08%			
Autres crédits aux particuliers				Découverts en compte (1)		13,88%			
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF		21,41%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		6,00%			
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF		19,37%							
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF		11,22%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		18,61%							
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		10,46%		Découverts en compte (1)		13,88%			
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/EUR = 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	83,6828	1 NZD/XPF	72,3617	1 HKD/XPF	10,7376	1 GBP/XPF	136,3947	
100 JPY/XPF	107,9046	1 AUD/XPF	91,4419	1 SGD/XPF	69,4395	100 VUV/XPF	92,5017	1 FJD/XPF	48,5266